



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/29
4 novembre 2016

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU
FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Soixante-dix-septième réunion
Montréal, 28 novembre – 2 décembre 2016

AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUE POUR 2016

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATION DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Le PNUE demande au Comité exécutif d'approuver le montant de 2 616 226 \$US, plus 27 300 \$US de coûts d'appui d'agence, pour les amendements à son programme de travail pour 2016 indiqués dans le tableau 1. La demande soumise est jointe au présent document.

Tableau 1 : Amendements au programme de travail du PNUE pour l'année 2016

Pays	Activité/Projet	Montant sollicité (\$US)	Montant recommandé (\$US)
SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES AUX FINS D'APPROBATION GLOBALE			
A1 : Renouvellement de projets de renforcement des institutions			
Bahamas	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VI)	85 000	85 000
Îles Cook	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VI)	85 000	85 000
Côte d'Ivoire	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VIII)	136 115	136 115
République démocratique du Congo	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VIII)	85 000	85 000
République dominicaine	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	171 946	171 946
Érythrée	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase III)	85 000	85 000
Éthiopie	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VII)	85 000	85 000
Fidji	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase X)	85 000	85 000
Gambie	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	85 000	85 000
Guinée-Bissau	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase V)	85 000	85 000
Kirghizistan	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VIII)	148 262	148 262
Lesotho	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VIII)	85 000	85 000
Madagascar	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VII)	85 000	85 000
Maldives	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	85 000	85 000
Maurice	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase V)	85 000	85 000
Micronésie (États fédérés de)	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VI)	85 000	85 000
Népal	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	85 000	85 000
Paraguay	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VIII)	85 000	85 000
République de Moldova	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase IX)	88 748	88 748
Somalie	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase III)	85 000	85 000
Suriname	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VI)	93 866	93 866
Togo	Renouvellement du projet de renforcement des institutions	85 000	85 000

Pays	Activité/Projet	Montant sollicité (\$US)	Montant recommandé (\$US)
	(phase IX)		
Vanuatu	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VI)	85 000	85 000
Viet Nam	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase XI)	152 289	152 289
Zambie	Renouvellement du projet de renforcement des institutions (phase VI)	85 000	85 000
Total partiel pour A1		2 406 226	2 406 226
Coûts d'appui d'agence (nuls pour le renforcement des institutions) pour A1 :		0	0
Total pour A1		2 406 226	2 406 226
A2 : Assistance technique pour la préparation de rapports de vérification			
Bénin	Rapport de vérification sur la mise en œuvre du PGEH	30 000	30 000
Cap-Vert	Rapport de vérification sur la mise en œuvre du PGEH	30 000	30 000
Tchad	Rapport de vérification sur la mise en œuvre du PGEH	30 000	30 000
Guyana	Rapport de vérification sur la mise en œuvre du PGEH	30 000	30 000
Mozambique	Rapport de vérification sur la mise en œuvre du PGEH	30 000	30 000
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Rapport de vérification sur la mise en œuvre du PGEH	30 000	30 000
Sierra Leone	Rapport de vérification sur la mise en œuvre du PGEH	30 000	30 000
Total partiel pour A2		210 000	210 000
Coûts d'appui d'agence (13 % pour l'assistance technique) :		27 300	27 300
Total pour A2		237 300	237 300
Total général (A1 + A2) :		2 643 526	2 643 526

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES AUX FINS D'APPROBATION GLOBALE

A1 : Renforcement des institutions

Description du projet

2. Le PNUE a soumis des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions (RI) pour les pays figurant dans le tableau 1. Ces projets sont décrits à l'annexe I du présent document.

Observations du Secrétariat

3. Le Secrétariat a examiné les demandes de renouvellement de 25 projets de renforcement des institutions soumis par le PNUE au nom des gouvernements intéressés, conformément aux lignes directrices et aux décisions pertinentes concernant l'admissibilité et les niveaux de financement. Ces demandes ont été recoupées avec les informations contenues dans le plan de travail initial sur le renforcement des institutions pour la phase précédente, le programme de pays et les données communiquées au titre de l'article 7, le plus récent rapport sur la mise en œuvre du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), le rapport périodique de l'agence et les décisions pertinentes de la Réunion des Parties au Protocole de Montréal. Il a été noté que ces pays sont en conformité avec les objectifs d'élimination des SAO aux termes du Protocole de Montréal et que leur consommation annuelle de HCFC ne dépasse pas la consommation annuelle totale maximale admissible indiquée dans les accords de PGEH conclus avec le Comité exécutif. Qui plus est, toutes les demandes soumises comprenaient des

indicateurs de performance pour les activités prévues pour la prochaine phase des projets de renforcement des institutions, conformément à la décision 74/51 e)¹.

Recommandation du Secrétariat

4. Le Secrétariat recommande l'approbation globale des demandes de renouvellement des projets de renforcement des institutions pour les pays suivants, au niveau de financement indiqué dans le tableau 1 : Bahamas, Côte d'Ivoire, Érythrée, États fédérés de Micronésie, Éthiopie, Fidji, Gambie, Guinée-Bissau, Kirghizistan, Lesotho, Madagascar, Maldives, Maurice, Népal, Paraguay, République de Moldova, République démocratique populaire du Congo, République dominicaine, Somalie, Suriname, Togo, Vanuatu, Viet Nam et Zambie. Le Comité exécutif pourrait souhaiter transmettre aux gouvernements des pays susmentionnés les observations qui figurent à l'annexe II au présent document.

A2 : Assistance technique pour la préparation de rapports de vérification sur la consommation de HCFC

5. Dans sa décision 76/17, le Comité exécutif a demandé aux agences bilatérales et d'exécution d'inclure, dans les amendements de leurs programmes de travail respectifs soumis à la 77^e réunion, le financement destiné aux rapports de vérification pour la phase I des PGEH du Bénin, du Cap-Vert, du Guyana, du Mozambique, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de la Sierra Leone et du Tchad, entre autres, lorsque le PNUE en est la principale agence d'exécution.

Observations du Secrétariat

6. Le Secrétariat a noté que le financement sollicité était conforme aux fonds approuvés par le Comité exécutif lors des réunions antérieures pour des vérifications similaires. Il a aussi noté que les rapports de vérification doivent être soumis pour ces pays au plus tard 60 jours avant la réunion applicable du Comité exécutif où seront sollicitées les prochaines tranches de financement des PGEH.

Recommandation du Secrétariat

7. Le Secrétariat recommande l'approbation globale des rapports de vérification pour la phase I des PGEH pour le Bénin, le Cap-Vert, le Guyana, le Mozambique, Saint-Vincent-et-les Grenadines, la Sierra Leone et le Tchad, au niveau de financement indiqué dans le tableau 1, étant entendu que ces rapports devraient être soumis au plus tard 60 jours avant les réunions applicables du Comité exécutif où seront sollicitées les prochaines tranches de financement de leur PGEH.

¹ Le Comité exécutif a décidé de continuer à utiliser le format actuel pour les renouvellements du renforcement des institutions, tel qu'approuvé à la 61^e réunion (décision 61/43 c)) avec une modification à la section 10 afin d'indiquer que les indicateurs de performance devraient être inclus, tels qu'ils figurent à l'Annexe XIX au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/74/56 (décision 74/51 e)).

Annex I

INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECT PROPOSALS

Bahamas (the): Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	May-96	50,000
Phase II:	Apr-03 & Apr-04	43,333
Phase III:	Nov-06	60,000
Phase IV:	Jul-10	60,000
Phase V:	May-14	60,000
	Total:	273,333
Amount requested for renewal (phase VI) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase VI (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VI to the Multilateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:		1996
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		4.8
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.2
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		3.52
(c) Annex E, (methyl bromide)		0.00
	Total:	3.52
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		1,459,575
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		1,220,328
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		79.0
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		78.6

1. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	675,592
(b) Institutional strengthening:	273,333
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	510,650
Total:	1,459,575

Progress report

2. During phase V of the IS project the national ozone unit (NOU) faced implementation challenges due to the establishment of a revised Government procedure for the signature of agreements requiring Cabinet level clearance. However, most IS objectives were achieved including the implementation of HCFC quotas among importers; Article 7 and country programme (CP) data reporting; participation in iPIC (informal Prior Informed Consent) to improve the enforcement of the licensing system; coordination of HCFC phase-out activities; capacity building and certification of refrigeration technicians and customs officers; and public awareness activities and celebration of International Ozone Day. The Bahamas hosted

the sub-regional network meeting of national ozone officers (NOOs) in March of 2015 and participated in other network and Montreal Protocol meetings.

Plan of action

3. During phase VI of the IS project the NOU will promote the move to energy efficient and climate friendly alternative refrigerants. Through the enforcement of the licensing and quota system and increased duties on ODS and ODS-based equipment, the country aims to reduce HCFC-22 consumption by 5 to 10 per cent annually. The NOU will work closely with the Customs to obtain reliable ODS data so that CP and Article 7 data can be cross-checked and submitted in a timely manner. The steering committee and refrigeration association will be involved in the implementation of the HPMP. Awareness raising activities will endeavour to highlight the potential energy saving benefits of HCFC alternatives. A number of training activities for technicians are also planned. The Bahamas will participate in regional network and international Montreal Protocol meetings.

Cook Islands (the): Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
	Phase I: Dec-04 & Nov-06	30,000
	Phase II: Nov-07 & Nov-09	47,500
	Phase III: Dec-10	60,000
	Phase IV: Jul-12	60,000
	Phase V: May-14	60,000
	Total:	257,500
Amount requested for renewal (phase VI) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase VI (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VI to the Multilateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:		2004
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a)	Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b)	Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	0.1
(c)	Annex E, (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.0
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a)	Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b)	Annex C, Group I (HCFCs)	0.00
(c)	Annex E (methyl bromide)	0.00
	Total:	0.00
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		408,600
Amount disbursed (as at December 2012) (US \$):		262,330
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		1.5
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		0.5

4. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	0
(b) Institutional strengthening:	257,500

(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	151,100
Total:	408,600

Progress report

5. A new ozone officer was appointed in 2014 and the implementation of activities in phase V of the IS project were satisfactory including the enforcement of the licensing and quota system. The NOU managed all national and regional activities required under the Montreal Protocol including the IS project, HPMP, and ODS alternative survey, and submitted 2014 and 2015 CP and Article 7 data to the Fund and Ozone Secretariats, respectively. The NOU worked closely with the refrigeration association to promote and develop services for its members.

Plan of action

6. The phase VI of the IS project activities will include: strengthening the implementation and enforcement of the ODS Act, regulations, licensing and HCFC quota systems with a ban on the import of HCFC-based equipment and annual renewal of the iPIC procedure; implementation and enforcement of the certification system for refrigeration and air-conditioning (RAC) servicing technicians; strengthening of the refrigeration industry association; training and capacity building for law enforcement officials, customs brokers and RAC servicing technicians; awareness-raising activities; submission of ODS data to the Fund and Ozone Secretariats; coordination and implementation of the stage I of the HPMP and participation in regional network and Montreal Protocol meetings. The Government plans to channel more support for the implementation of activities in the outer islands where the demand for servicing RAC equipment and services is increasing to meet the growing tourism sector.

Côte d'Ivoire: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Jul-94	122,810
Phase II:	Nov-98	81,800
Phase III:	Jul-04 & Apr-06	106,340
Phase IV:	Nov-07	106,340
Phase V:	Dec-10	106,340
Phase VI:	Dec-12	106,340
Phase VII:	Nov-14	106,340
	Total:	736,310
Amount requested for renewal (phase VIII) (US \$):		136,115
Amount recommended for approval for phase VIII (US \$):		136,115
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VIII to the Multilateral Fund (US \$):		136,115
Date of approval of country programme:		1994
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2012
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		63.8
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		8.1
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		51.33
(c) Annex E (methyl bromide)		3.00
	Total:	54.33
Year of reported country programme implementation data:		2015

Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):	5,542,417
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):	2,104,694
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):	473.8
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):	210.0

7. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	3,325,957
(b) Institutional strengthening:	736,310
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,480,150
Total:	5,542,417

Progress report

8. The NOU implemented phase VII of the IS project. ODS import data was collected and CP and Article 7 data was submitted to the Fund and Ozone Secretariats, respectively. Annual HCFC import quotas were established and enforced, and annual meetings were held with the National Ozone Committee, major importers and consumers associations. The NOU ensured coordination of the HPMP activities including: raining of RAC trainers and RAC technicians, and enforcement and customs officers. Awareness activities included the dissemination of information on the availability of HCFC alternatives, information on laws such as the ban on import of HCFC-based equipment, regulations and decisions of Meetings of the Parties (MOP), and celebration of International Ozone Day. Côte d'Ivoire participated in regional network meetings, and in Montreal Protocol meetings.

Plan of action

9. During phase VIII of the IS project the NOU plans to: continue information dissemination and awareness raising on low-global warming potential (GWP) alternatives to HCFCs; coordinate the implementation of HPMP activities; promote the licensing and quota system and its enforcement and provide information about annual quota to importers; put in place the technician certification programme; continue monitoring and evaluation; collect and report ODS data to the Fund and Ozone Secretariats.

Democratic Republic of Congo: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile	UNEP
Implementing agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):	
Phase I: Mar-99	32,270
Phase II: Dec-00	64,540
Phase III: Jul-05	64,540
Phase IV: Jul-07	64,540
Phase V: Jul-09	48,405
Phase VI: Dec-10	64,540
Phase VII: Dec-13	64,540
Total:	403,375
Amount requested for renewal (phase VIII) (US \$):	85,000
Amount recommended for approval for phase VIII (US \$):	85,000
Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase VIII to the Multilateral Fund (US \$):	85,000
Date of approval of country programme:	1999
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	

Summary of the project and country profile	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	4.7
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	66.2
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	1.5
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	15.40
(c) Annex E (methyl bromide)	0.0
Total:	15.40
Year of reported country programme implementation data:	2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):	4,294,527
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):	3,874,869
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):	356.2
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):	351.5

10. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	2,278,680
(b) Institutional strengthening:	403,375
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,612,472
Total:	4,294,527

Progress report

11. The NOU successfully implemented activities related to phase VII of the IS project despite some delays following the retirement of the former ozone officer in December 2013. A new ozone officer was appointed in March 2015. ODS import data was collected CP and Article 7 data was submitted to the Fund and Ozone Secretariats, respectively. The NOU organized annual meetings of the National Ozone Committee, and with importers and consumers association in order to coordinate HCFC phase-out activities. Training was included RAC trainers who trained RAC technicians. Training was also provided to customs officers. Information on the availability of HCFC alternatives, laws such as the ban on import of HCFC-based equipment, regulations and MOP decisions were provided to HCFC consumers and importers and to the Customs department. The country celebrated International Ozone Day with activities in schools and the University of Kinshasa. The country participated in regional network meetings, and in Montreal Protocol meetings.

Plan of action

12. The NOU is planning the following activities: information dissemination and awareness raising including celebration of International Ozone Day and awareness on low-GWP alternatives to HCFCs; coordination of the HPMP activities with stakeholders; promoting and enforcing the licensing and quota system; continuing training of refrigeration technicians; establishing incentives on imports of hydrocarbons for various application and developing incentive programmes for companies wishing to convert refrigeration equipment; monitoring and evaluation; organizing annual stakeholder workshops; collecting and reporting ODS data to the Fund and Ozone Secretariats; and participation in regional network and Montreal Protocol meetings.

Dominican Republic: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Jul-95	155,000
Phase II:	Nov-99	103,000
Phase III:	Apr-03	134,333
Phase IV:	Apr-06	134,333
Phase V:	Nov-08	134,333
Phase VI:	Dec-10	134,333
Phase VII:	Dec-12	134,333
Phase VIII:	Nov-14	134,333
Total:		1,063,998
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):		171,946
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):		171,946
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):		171,946
Date of approval of country programme:		1995
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		3.6
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		51.2
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		104.2
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		43.39
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
Total:		43.39
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		8,711,527
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		7,628,653
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		675.8
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		692.4

13. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	5,615,804
(b) Institutional strengthening:	1,063,998
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	2,031,725
Total:	8,711,527

Progress report

14. The achievements during phase VII of the IS project were the import ban on HCFC-141b, pure and contained in imported pre-blended polyols, and the mandatory certification of service technicians. The NOU coordinated the application of Ministerial Decree (No. 2-2010) that bans the import of CFCs, halons, and methyl bromide for soil fumigation; coordination of ODS import/export controls with the Customs authorities; exchange of information with ODS exporter countries on sanctions and attempts to ship refrigerants without a valid license; awareness raising targeted at stakeholders and the general public; ongoing training activities in the servicing sector to promote good practices in refrigeration including the

certification of technicians; the complete conversion of the polyurethane foam manufacturing sector; cross checking ODS data and submission of ODS data reports to the Fund and Ozone Secretariats.

Plan of action

15. During phase IX of the IS project the following actions were planned: assistance to the national focal point and liaison with country authorities to maintain ozone layer protection issues as a national priority; continued application and implementation of the licensing and quota system and the ban on HCFC-141b; coordination of the HPMP; public awareness activities; training of servicing technicians on safety practices with flammable refrigerants and strengthening the certification system for technicians; monitoring the refrigerant recovery and recycling network; maintaining coordination with Customs to ensure effective implementation of ODS control measures and the prevention of illegal trade; and the promotion of a sustainable procurement policy for RAC among public institutions.

Eritrea: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I: Nov-05 & Apr-08		80,000
Phase II: Dec-12		60,000
Total:		140,000
Amount requested for renewal (phase III) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase III (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase III to the Multilateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:		2008
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2012
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		1.1
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.5
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		0.97
(c) Annex E, (methyl bromide)		0.0
Total:		0.97
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		750,000
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		446,589
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		4.2
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		4.2

16. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	215,000
(b) Institutional strengthening:	140,000
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	395,000
Total:	750,000

Progress report

17. The NOU is completing the phase II of the IS project following the appointment of a new ozone officer early in 2015. Eritrea continued to maintain compliance with the Montreal Protocol. The NOU coordinated and monitored the HPMP and implemented IS activities including awareness programmes, training of RAC technicians, and customs officers, and established a working relationship with industry associations and enhanced collaboration with HCFC importers and other stakeholders. The HCFC import licensing system was strengthened and the quota system worked effectively. CP and Article 7 data was reported to the Fund and Ozone Secretariats, respectively. Twenty-four RAC technicians were certified under the European Standards of Certification and the NOU managed to establish three RAC training centres. The NOU participated in regional network and Montreal Protocol meetings.

Plan of action

18. Eritrea will focus on the activities that enhance the timely implementation of HCFC phase-out activities. The Department of Environment through the NOU will coordinate the planned activities to achieve the gradual phase-out of HCFCs. The NOU will ensure an enabling environment for robust collaboration to fully engage with stakeholders, continue training RAC technicians and customs officers and public awareness activities, and engage with custom officers to support the implementation and enforcement of ODS regulations. The NOU will ensure the preparation of the report on the non-ODS alternatives survey by December 2016.

Ethiopia: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Oct-96	60,500
Phase II:	Nov-99	40,300
Phase III:	Apr-03	52,432
Phase IV:	Dec-03 & Nov-06	60,000
Phase V:	Nov-09	60,000
Phase VI:	Nov-14	60,000
	Total:	333,232
Amount requested for renewal (phase VII) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase VII (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VII to the Multilateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:		1996
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2012
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.5
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		5.5
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		15.6
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		4.69
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	4.69
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		1,175,757
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		645,553
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		29.3
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		11.1

19. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	70,000
(b) Institutional strengthening:	333,232
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	772,525
Total:	1,175,757

Progress report

20. The NOU initiated activities under stage I of the HPMP including awareness raising, training and capacity building of refrigeration technicians, customs and other law enforcement officers. The quota-based HCFC licensing system was operationalized and facilities handling HCFCs was verified to have adequate human capacity and equipment to manage HCFCs in a sound manner. The NOU participated in network meetings and Montreal Protocol meetings.

Plan of action

21. During phase VII the NOU will strengthen the network between national institutions; additional training for RAC technicians will be conducted; public awareness activities will be implemented; programme activities under the HPMP will be monitored; the integration of Montreal Protocol objectives into national environmental policy and regulations will be ensured.

Fiji: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile	
Implementing agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):	
Phase I: Mar-94	65,890
Phase II: Nov-99	43,930
Phase III: Jul-02	57,000
Phase IV: Dec-04 & Nov-05	60,000
Phase V: Nov-06	60,000
Phase VI: Nov-08	60,000
Phase VII: Jul-10	60,000
Phase VIII: Jul-12	60,000
Phase IX: May-14	60,000
Total:	526,820
Amount requested for renewal (phase X) (US \$):	85,000
Amount recommended for approval for phase X (US \$):	85,000
Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase X to the Multilateral Fund (US \$):	85,000
Date of approval of country programme:	1993
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	8.4
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.7
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	3.87
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00

Summary of the project and country profile	
Total:	3.87
Year of reported country programme implementation data:	2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):	1,390,445
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):	1,162,498
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):	31.0
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):	31.0

22. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	109,700
(b) Institutional strengthening:	526,820
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	753,925
Total:	1,390,445

Progress report

23. Fiji has strictly enforced and monitored its licensing and technicians' permit system which is being enforced through networking with other NOUs and the iPIC mechanism. Additionally, Fiji completed phase I of the training of the service technicians and enforcement officers is progressing with phase II; hosted the regional network meeting of the Pacific Island Countries' (PICs) ozone officers in 2014 and 2015, and the Joint Asia/Pacific Ozone officers network meeting, the Asia/Pacific the meeting on ODS alternative surveys, the Australia lead-RAC alternative technology exhibition and the PIC regional train the trainer training on good servicing practices related to hydrocarbon alternatives in 2016.

Plan of action

24. The activities under phase X of the IS project to include: enforcement of the ODS import-export licensing and quota system; data collection and reconciliation to ensure timely submission of CP and Article 7 data; support the operations of industry association; coordination with stakeholders for the implementation of HPMP; information dissemination promoting non-HCFC and energy efficient RAC equipment; and participation in regional network and Montreal Protocol meetings. The NOU will also finalize the ODS alternative survey.

Gambia: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	May-96	42,200
Phase II:	Mar-00	28,000
Phase III:	Dec-03	36,573
Phase IV:	Apr-06	60,000
Phase V:	Apr-08	60,000
Phase VI:	Jul-10	60,000
Phase VII:	Jul-12	60,000
Phase VIII:	May-14	60,000
Total:		406,773
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):		85,000

Date of approval of country programme:	1996
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	1.5
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.0
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	0.75
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	0.75
Year of reported country programme implementation data:	2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):	1,354,473
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):	1,153,969
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):	42.8
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):	42.6

25. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	243,500
(b) Institutional strengthening:	406,773
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	704,200
Total:	1,354,473

Progress report

26. The NOU facilitated the establishment of seven regional RAC technicians' associations, which assist in the monitoring of ODS consumption; CP and Article 7 data were submitted to the Fund and Ozone Secretariats, respectively, and initiated data collection for the ODS alternatives survey. Gambia celebrated the International Ozone Day; information materials were translated into various local languages to make it available to the wider population; and attended regional network and Montreal Protocol meetings.

Plan of action

27. During phase IX, the NOU will continue to collaborate with stakeholders and will encourage importers to invest in ODS alternatives particularly natural refrigerants, and advocate for incentives to have conversion projects for end users who are the major consumers of HCFCs. In collaboration with the Ozone Technical Working Group, customs and refrigeration technicians' associations, the NOU will focus training and certification programmes to build the capacity of RAC technicians in the proper and safe handling of refrigerants. The NOU will continue to use local communicators to raise awareness using local languages.

Guinea Bissau: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Apr-03 & Jul-04	90,000
Phase II:	Nov-06	60,000
Phase III:	Jul-12	60,000
Phase IV:	Nov-14	60,000

Summary of the project and country profile	
Total:	270,000
Amount requested for renewal (phase V) (US \$):	85,000
Amount recommended for approval for phase V (US \$):	85,000
Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase V to the Multilateral Fund (US \$):	85,000
Date of approval of country programme:	2004
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	2.83
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.00
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	2.48
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	2.48
Year of reported country programme implementation data:	2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):	1,179,900
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):	1,005,538
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):	26.4
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):	21.3

28. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	40,000
(b) Institutional strengthening:	270,000
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	869,900
Total:	1,179,900

Progress report

29. During phase IV of the IS project the following activities were carried out: ODS import data was collected f and CP and Article 7 data was submitted to the Fund and Ozone Secretariats, respectively; annual meetings were held with the National Ozone Committee, and with the importers and consumers association; coordination of the HPMP; training of RAC trainers and RAC technicians; training of customs officers; awareness activities including information on the availability of HCFC alternatives, information on legislation, and MOP decisions; and celebration of International Ozone Day, and participated in regional network and in Montreal Protocol meetings.

Plan of action

30. In phase V of the IS project, the NOU is planning to: continue information dissemination and awareness raising; coordinate the implementation of HPMP activities; promote the licensing and quota system and its enforcement, provide information about annual quota to importers; continue monitoring and evaluation; organise annual stakeholder workshops to raise awareness on low-GWP HCFC alternatives; and collect and report data to the Fund and Ozone Fund Secretariats, respectively.

Kyrgyzstan: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Jul-02	133,650
Phase II:	Dec-04	115,830
Phase III:	Nov-06	115,830
Phase IV:	Jul-08	115,830
Phase V:	Jul-10	115,830
Phase VI:	Dec-12	115,830
Phase VII:	Nov-14	115,830
	Total:	828,630
Amount requested for renewal (phase VIII) (US \$):		148,262
Amount recommended for approval for phase VIII (US \$):		148,262
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VIII to the Multilateral Fund (US \$):		148,262
Date of approval of country programme:		2002
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		4.1
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		14.2
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		1.58
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	1.58
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		2,943,357
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		2,410,617
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		88.3
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		85.5

31. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	539,800
(b) Institutional strengthening:	828,630
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,574,927
Total:	2,943,357

Progress report

32. During phase VII of the IS project the NOU updated the regulatory system to control HCFCs, resulting from accession to Eurasian Economic Union; developed legislation for implementation of the HCFC quota and licensing system which was approved; introduced the ban on the import of HCFC-based equipment in 2015; reported CP and Article 7 data on time; developed a code of good practice in RAC which was distributed to service companies and RAC technicians through the Public Association of Refrigeration technicians; coordinated the finalization of stage I of the HPMP initiated activities of stage II; and organized of Steering Committee and Industrial Association meetings as well as training workshops for customs officers and RAC technicians; and produced several publications in Russian and

Kyrgyz languages, synergies with climate change, and ozone layer protection; and coordinated the ODS alternatives survey.

Plan of action

33. The NOU will continue its work to ensure the compliance with the HCFC quota system and further develop legislative measures to control HCFCs consumption; will implement the activities of stage II of the HPMP to ensure accelerated phase-out of HCFC with a target of 97.5 per cent reduction by 2020; and will continue with public awareness related to the ozone layer and climate change.

Lesotho: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Oct-96	30,000
Phase II:	Nov-99	20,000
Phase III:	Apr-05	26,000
Phase IV:	Nov-07	60,000
Phase V:	Dec-10	60,000
Phase VI:	Dec-12	60,000
Phase VII:	Nov-14	60,000
	Total:	316,000
Amount requested for renewal (phase VIII) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase VIII (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VIII to the Multilateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:		1996
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		3.5
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.1
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		0.75
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	0.75
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		922,395
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		681,191
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		6.2
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		7.0

34. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	295,300
(b) Institutional strengthening:	316,000
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	311,095
	Total:
	922,395

Progress report

35. During phase VII of the IS project the NOU started the ODS alternatives survey; implemented ODS regulations through the enforcement of licensing and quota system to control of ODS import/export; embarked on an awareness programme; trained customs officers, and refrigeration technicians; and completed first tranche of stage I of the HPMP. Lesotho celebrated International Ozone Day and participated in regional network in Montreal Protocol meetings.

Plan of action

36. The NOU plans to coordinate the finalization of the ODS alternatives survey; will continue with the training programme for RAC technicians and implement refresher training for custom officers to support the implementation and enforcement of ODS regulations; will provide CP and Article 7 data to the Fund and Ozone Secretariats, respectively; and will continue awareness raising programme and participation in regional network and Montreal Protocol meetings.

Madagascar: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Nov-99	70,000
Phase II:	Jul-04	60,700
Phase III:	Jul-06	60,700
Phase IV:	Nov-09 & Apr-10	60,700
Phase V:	Jul-12	60,700
Phase VI:	Nov-14	60,700
	Total:	373,500
Amount requested for renewal (phase VII) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase VII (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VII to the Multilateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:		1999
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2010
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		24.9
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		2.6
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		14.03
(c) Annex E, (methyl bromide)		0.00
	Total:	14.03
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		1,745,900
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		1,281,708
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		46.8
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		35.4

37. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	385,000
(b) Institutional strengthening:	373,500
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	987,400
Total:	1,745,900

Progress report

38. The NOU implemented phase VI of the IS project including: collection of ODS import data from the Customs Department and submission of CP and Article 7 to the Fund and Ozone Secretariats, respectively; stakeholder coordination through annual meetings with the National Ozone Committee, and the importer and consumer association; coordination of the HPMP; training of RAC trainers and RAC technicians and customs officers, and awareness activities and distribution of information materials; celebration of International ozone day; and participation in regional network in Montreal Protocol meetings.

Plan of action

39. The NOU is planning the following activities: continue information dissemination and awareness raising; coordinate the implementation of HPMP activities; promote the licensing and quota system and its enforcement, and provide information about annual quota to importers; put in place the technician certification programme; continue monitoring and evaluation; organise annual stakeholder workshops to raise awareness on low-GWP HCFC alternatives; collect and report data to the Fund and Ozone Secretariats.

Maldives: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile	
Implementing agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):	
Phase I: Mar-94	41,250
Phase II: Jul-02	35,753
Phase III: Dec-04	60,000
Phase IV: Nov-06	60,000
Phase V: Nov-08	60,000
Phase VI: Jul-10	60,000
Phase VII: Jul-12	60,000
Phase VIII: May-14	60,000
Total:	437,003
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):	85,000
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):	85,000
Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):	85,000
Date of approval of country programme:	1993
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2010
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	4.6
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.0
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00

(b) Annex C, Group I (HCFCs)	2.45
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	2.45
Year of reported country programme implementation data:	2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):	2,243,003
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):	1,451,495
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):	5.21
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):	2.9

40. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	505,000
(b) Institutional strengthening:	437,003
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,301,000
Total:	2,243,003

Progress report

41. During phase VIII of the IS project the Maldives Parliament introduced tax incentives and disincentives to promote the adoption of low-GWP alternatives for HCFC, and HCFC-based equipment was banned from 31 May 2016. The NOU organized law enforcement workshops for custom and enforcement officers and RAC training workshops for servicing technicians in the fisheries and tourism sector; organized a meeting for the Cabinet to share information on ozone activities and the country's Montreal Protocol obligations; formed a national chemicals committee to coordinate the implementation of the HPMP and advise the Government on technical and legal issues related to the HPMP; awareness raising among fisheries, and the public. A steering committee was formed for the Strengthening Low Carbon Energy Island Strategies (LCEI) project with the NOU, relevant ministries and the Maldives Energy Authority. The NOU submitted its CP data report to the Fund Secretariat and submitted Article 7 data report to the Ozone Secretariat. Maldives participated in regional network and Montreal Protocol meetings.

Plan of action

42. The NOU will organize training programmes and awareness activities for the tourism and fisheries sectors, RAC trainers and servicing technicians, and importers and will continue information sharing on ozone activities and Montreal Protocol obligations with the new Cabinet; will continue to celebrate International Ozone Day; will develop a booklet on HCFC alternatives in local languages aimed at the general public; will continue its submission of ODS data to the Fund and Ozone Secretariats and will plan to participate in regional network meeting.

Mauritius: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile			
Implementing agency:			UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):			
Phase I:	Jun-93		50,000
Phase II:	Apr-05		60,000
Phase III:	Nov-07		60,000
Phase IV:	Nov-14		60,000
	Total:		230,000
Amount requested for renewal (phase V) (US \$):			85,000
Amount recommended for approval for phase V (US \$):			85,000

Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase V to the Multilateral Fund (US \$):	85,000
Date of approval of country programme:	1993
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.1
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	8.0
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.1
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	6,79
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	6.79
Year of reported country programme implementation data:	2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):	1,969,465
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):	1,535,182
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):	57.7
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):	59.8

43. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	1,063,738
(b) Institutional strengthening:	230,000
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	675,727
Total:	1,969,465

Progress report

44. During phase IV of the IS project the NOU implemented the enforcement of the HCFC licensing and quota system; an awareness programme, training of Customs officers and refrigeration trainers and technicians and strengthening the capacity of training centres. A meeting was held in June 2016 with stakeholders for the preparation of the regulation for the use and handling of natural refrigerants to raise the awareness of RAC technicians. The NOU participated in regional network and Montreal Protocol meetings, and the Green Cooling Africa workshop in June 2016.

Plan of action

45. In phase V of the IS project the NOU will: continue with the training programme for the technicians in the refrigeration sector and training of customs officers to support the implementation and enforcement of ODS regulations; implement an awareness raising programme; submit CP and Article 7 data to the Fund and Ozone Secretariats, respectively; maintain collaboration with stakeholders and industry associations; coordinate the implementation of the HPMP; prepare a draft of the standard/regulation for the use and handling of natural refrigerants; and participate in regional network meetings.

Micronesia (Federated States of): Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
	Phase I: Mar-02	34,000
	Phase II: Jul-06 & Jul-09	41,333
	Phase III: Jul-10	60,000
	Phase IV: Jul-12	60,000
	Phase V: May-14	60,000
	Total:	255,333
Amount requested for renewal (phase VI) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase VI (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VI to the Multilateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:		2002
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		0.2
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.0
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		0.00
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	0.00
Year of reported country programme implementation data:		2016
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		432,133
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		278,746
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		1.1
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		0.0

46. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	0
(b) Institutional strengthening:	255,333
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	176,800
Total:	432,133

Progress report

47. During phase VI of the IS project, the NOU continued to enforce the ODS licensing and quota system and completed stakeholder consultations, customs officers and law enforcement training workshops, training workshops in the RAC sector in each of the four States;² The NOU assisted each state to re-organize its RAC association; commemorated International Ozone Day and carried out public awareness activities in all four states. CP data and Article 7 to the Fund and Ozone Secretariats, respectively. The country participated in regional network meetings and also in Montreal Protocol.

² The 607 island nation that is the Federated States of Micronesia is made up of four groups of island States Yap, Chuuk, Pohnpei and Kosrae

Plan of action

48. The NOU will continue to review the ODS regulations to include HFCs and other alternative refrigerants and establish the quota and licensing for HFCs import permits. The re-enforcement of the amended regulations will require consultations with the four States and training of RAC technicians, customs and law enforcement officers. RAC servicing technicians will be trained each State on good servicing practices; the NOU plans to seek co-financing to support training and the acquisition of training tools for each State, and a pilot study to replace the HCFC and HFC based-equipment in five government centres and the five campuses of the Community College. The NOU will provide trainings for customs officers and other law enforcement officers; continue to coordinate the implementation of the HPMP; carry out awareness and information activities.

Nepal: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
	Phase I: Nov-98	62,000
	Phase II: Jul-02	53,733
	Phase III: Dec-04	60,000
	Phase IV: Nov-06	60,000
	Phase V: Nov-08	60,000
	Phase VI: Jul-10	60,000
	Phase VII: Jul-12	60,000
	Phase VIII: May-14	60,000
	Total:	475,733
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:		1998
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2012
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a)	Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b)	Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	1.1
(c)	Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.0
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a)	Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b)	Annex C, Group I (HCFCs)	0.55
(c)	Annex E (methyl bromide)	0.00
	Total:	0.55
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		1,603,739
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		1,196,886
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		30.5
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		24.4

49. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	175,600
(b) Institutional strengthening:	475,733
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	952,406
Total:	1,603,739

Progress report

50. During the period covered by phase VIII of the IS project the NOU coordinated activities including the trainer training and technicians workshops on good RAC practices in the servicing sector, and the Montreal Protocol Enforcement Training Programme in Kathmandu; celebrated International Ozone Day; submitted CP and Article 7 data for 2015 and conducted awareness activities and information dissemination. The border dialogues regarding legislative measure for the control of HCFCs scheduled for December 2015 did not take place since the ozone office could not be used for several months following structural damage caused by the earthquake in April 2015. The border dialogue is now scheduled for the last quarter of 2016.

Plan of action

51. The NOU plans to strengthen the quota system in coordination with importers and customs authorities, strengthening data collection approaches for CP and Article 7 data, and organize outreach workshops for stakeholders; will coordinate HPMP implementation including the organization training workshops for RAC technician, a train the trainer focussing on safety issues using flammable refrigerants, one Montreal Protocol Enforcement Training Programme, an awareness workshop for the Hotel Association, and distribution of refrigerant identifier to Department of Customs. The NOU will participate in regional network and Montreal Protocol meetings and continue public awareness activities including the celebration of International Ozone Day.

Paraguay: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile	
Implementing agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):	
Phase I: Feb-97	66,300
Phase II: Dec-00	44,200
Phase III: Apr-03	57,460
Phase IV: Nov-07	60,000
Phase V: Jul-10	60,000
Phase VI: Apr-12	60,000
Phase VII: May-14	60,000
Total:	407,960
Amount requested for renewal (phase VIII) (US \$):	85,000
Amount recommended for approval for phase VIII (US \$):	85,000
Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase VIII to the Multilateral Fund (US \$):	85,000
Date of approval of country programme:	1997
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	18.0
(c) Annex E (methyl bromide)	0.9

Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		15.99
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	15.99
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		3,387,037
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		2,646,910
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		343.7
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		337.5

52. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	1,486,979
(b) Institutional strengthening:	407,960
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,492,098
Total:	3,387,037

Progress report

53. During phase VII of the IS project the NOU of Paraguay worked with the private and public sectors. Achievements included the banning of imports of new HCFC-22-based air-conditioning equipment, a national schedule for phasing out HCFC-22-based equipment, and the publication of technical standards for safe use of hydrocarbons. The NOU has strengthened ODS import/export controls with the Customs and other enforcement authorities; exchanged of information with ODS exporting countries and re-shipment of HCFC imports' without a license; awareness raising; training activities in the servicing sector to promote good practices and the certification of technicians; cross checked ODS data and submission of CP and Article 7 data reports.

Plan of action

54. The work plan for phase VIII of the IS phase comprises of: continued application and implementation the ODS quota and licensing system; assistance to the national focal point and liaison with country authorities to maintain Montreal Protocol issues as a top priority; coordination of the implementation of the HPMP with the involvement of stakeholders; public awareness activities; training and certification of RAC technicians; development of a refrigerant recovery and recycling network; continued coordination with the Customs to assure implementation of ODS control measures and prevention of illegal trade; inclusion of universities and other technical institutions to test new RAC technologies, and provision of tools for strengthening the services workshops.

Republic of Moldova: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Jul-98	80,000
Phase II:	Mar-02	69,334
Phase III:	Jul-04	69,334
Phase IV:	Apr-06	69,334
Phase V:	Apr-08	69,334
Phase VI:	Jul-10	69,334
Phase VII:	Jul-12	69,334

Phase VIII:	May-14	69,334
	Total:	565,338
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):		88,748
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):		88,748
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):		88,748
Date of approval of country programme:		1998
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		1.0
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		7.0
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		0.82
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
		Total:
		0.82
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		2,113,418
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		1,899,846
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		94.2
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		94.2

55. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	393,000
(b) Institutional strengthening:	565,338
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	1,155,080
	Total:
	2,113,418

Progress report

56. During phase VIII of the IS project CP and Article 7 was submitted in a timely manner, and the NOU coordinated the implementation of the HPMP; the NOU participated in the Montreal Protocol and regional network meetings will host the Europe and Central Asia thematic meeting on HPMPs and ODS alternative surveys in November 2016. The NOU introduced the certification system for service technicians; stage II of the HPMP was prepared and submitted to the 77th meeting; and the report on the ODS alternatives survey is being prepared. Steering Committee meetings were organized, as well as training workshops for customs officers and refrigeration technicians, informational campaigns for children and youth.

Plan of action

57. Under phase IX the Ozone Office will continue to ensure the compliance with the HCFC quota system and Montreal Protocol phase-out targets, assist in further developing supportive legislative measures to control HCFCs consumption; training and certification system, and formulating the training programme for natural refrigerants. Cooperation with the public association of refrigeration technicians will be strengthened and training materials for refrigeration technician and customs officers will be updated. Public awareness activities will include celebration of International Ozone Day.

Somalia: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
	Mar-02 & Dec-04	52,000
Phase I:	Nov-09 & Dec-10	60,000
Phase II:	Dec-12	60,000
	Total:	172,000
Amount requested for renewal (phase III) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase III (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase III to the Multilateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:		2009
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2012
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		45.1
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.5
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)		15.92
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	15.92
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		505,874
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		330,309
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		0.5
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		0

58. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	133,500
(b) Institutional strengthening:	172,000
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	200,374
Total:	505,874

Progress report

59. The Government of Somalia is implementing Montreal Protocol activities through its NOU within the Office of Environment Affairs in the Office of the Prime Minister. During phase II of the IS project the NOU attended the regional network meeting in March 2016 and was able to discuss several issues with the UNEP Compliance Assistance Programme (CAP) including data reporting. Somalia submitted CP data for 2014 and 2015, which had been delayed and submitted Article 7 data for 2013, 2014 and 2015 Article 7 during the reporting period. The licensing and quota system is in place. The NOU also coordinated the HPMP, and the ODS alternative survey.

Plan of action

60. In phase III of the IS project the NOU will continue activities including the approval and adoption of the legal acts for supporting the implementation of the ODS legislation, development of national capacities to allow the implementation of the Montreal Protocol provisions, monitoring and control of

HCFC imports and facilitating access to and use of new alternative substances and technologies; training of technicians in the RAC servicing sector, the training of customs officers and foster partnership with public and private sector stakeholders. The NOU will submit CP and Article 7 data to the Fund and Ozone secretariats and coordinate the completion of the first tranche of stage I of the HPMP and launch implementation of the second tranche and the completion of the project on ODS alternative survey. The NOU will engage in regional and international meetings, workshops and events supporting the work of the Montreal Protocol.

Suriname: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Dec-03	110,000
Phase II:	Nov-06	73,333
Phase III:	Nov-09	73,333
Phase IV:	Jul-12	73,333
Phase V:	Nov-14	73,333
	Total:	403,332
Amount requested for renewal (phase VI) (US \$):		93,866
Amount recommended for approval for phase VI (US \$):		93,866
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase VI to the Multilateral Fund (US \$):		93,866
Date of approval of country programme:		2003
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
(d) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)		0.0
(e) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)		2.0
(f) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)		0.0
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
(d) Annex B, Group III (methyl chloroform)		0.00
(e) Annex C, Group I (HCFCs)		1.4
(f) Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	1.4
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		1,472,012
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		1,221,970
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		41.5
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		41.4

61. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	193,000
(b) Institutional strengthening:	403,332
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	875,680
Total:	1,472,012

Progress report

62. During phase V of the IS project the NOU coordinated the implementation of the second tranche of stage I of the HPMP; delivered training for technician and Customs officers and implemented the licensing and quota system for imports and exports. The NOU continued to work closely with the Air

Conditioning, Refrigeration and Ventilation Association (ARVAS), the Customs Department and other stakeholders.

Plan of action

63. The NOU will: strengthen the existing legal framework to include all ODS and ODS alternatives in the legislation; promote use of low-GWP and energy efficient alternatives; coordinate and monitor programme activities under the HPMP; supervise the completion of the ODS alternatives survey and translate the results into activities that encourage the transition to ODS alternatives; public awareness and information dissemination focussing on ODS alternatives; prepare and submit progress reports and expenditure reports to relevant implementing agencies; ODS data reporting requirements; and participation in regional network and Montreal Protocol meetings.

Togo: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
	Phase I: Nov-97	70,000
	Phase II: Jul-02	60,667
	Phase III: Dec-04	60,667
	Phase IV: Nov-06	60,666
	Phase V: Nov-08	60,666
	Phase VI: Dec-10	60,666
	Phase VII: Dec-12	60,666
	Phase VIII: Nov-14	60,666
	Total:	494,664
Amount requested for renewal (phase IX) (US \$):		85,000
Amount recommended for approval for phase IX (US \$):		85,000
Agency support costs (US \$):		0
Total cost of institutional strengthening phase IX to the Multilateral Fund (US \$):		85,000
Date of approval of country programme:		1995
Date of approval of HCFC phase-out management plan:		2010
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):		
	(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
	(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	20.0
	(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.0
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:		
	(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.0
	(b) Annex C, Group I (HCFCs)	16.61
	(c) Annex E (methyl bromide)	0.0
	Total:	16.61
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		1,763,164
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		1,486,319
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		40.6
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		39.7

64. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	357,000
(b) Institutional strengthening:	494,664
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	911,500
Total:	1,763,164

Progress report

65. During phase VIII of the IS project activities included: collection of ODS import data and submission of CP and Article 7 data to the Fund and Ozone Secretariats, respectively; meetings with the National Ozone Committee, and also with the importers and consumers' association to ensure stakeholder coordination; coordination of the HPMP activities; training of RAC trainers, RAC technicians, and customs officers; awareness and information activities including information on low-GWP alternatives; and celebration of International Ozone Day. Togo participated in regional network, and in Montreal Protocol meetings. The new NOO received guidance on how to organize training, using the expertise of the National ozone committee and the local consultants and in August 2016 the newly was trained by UNEP CAP in activity and expenditure reporting, data collection and reporting requirements.

Plan of action

66. The NOU is planning to: continue information dissemination and awareness raising; coordinate the implementation of current tranche of the HPMP activities and prepare the delayed tranche for submission to the 78th meeting; promote the licensing and quota system and its enforcement, and provide information about annual quota to importers; put in place the technician certification programme; continue monitoring and evaluation; organise the stakeholder workshops to raise awareness on low-GWP HCFC alternatives; collect and report ODS data to the Fund and Ozone Secretariats in a timely manner.

Vanuatu: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile	
Implementing agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):	
Phase I: Mar-02	20,250
Phase II: Apr-08 & Nov-09	39,250
Phase III: Dec-10	60,000
Phase IV: Jul-12	60,000
Phase V: May-14	60,000
Total:	239,500
Amount requested for renewal (phase VI) (US \$):	85,000
Amount recommended for approval for phase VI (US \$):	85,000
Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase VI to the Multilateral Fund (US \$):	85,000
Date of approval of country programme:	2002
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	0.3
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	0.2
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	0.02

Summary of the project and country profile		
(c) Annex E (methyl bromide)		0.00
	Total:	0.02
Year of reported country programme implementation data:		2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):		467,150
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):		298,419
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):		0.1
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):		0.0

67. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	0
(b) Institutional strengthening:	239,500
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	227,650
	Total:
	467,150

Progress report

68. During phase V of the IS project, the NOO worked closely with the RAC Association to promote, and provide good service to all its members and the public, continued training of customs and other enforcement officers which resulted in the seizure of a shipment of refrigerants due to mis-labelling. During the period under review there have been two changes of ozone officer. In May 2016, the Government approved the ozone officer position as a public sector salaried staff post (the Government is in the process of finalizing the recruitment of the new ozone officer).

Plan of action

69. In phase VI of the IS project activities will include: strengthening the implementation and enforcement of the ODS Act, regulations, licensing and HCFC quota systems with a ban on HCFC-based equipment and annual renewal of the iPIC procedure; implementation and enforcement of the licensing system for the RAC servicing technicians; strengthening the national refrigeration industry association; training and capacity building to key sectors including law enforcement and customs officers, customs brokers and RAC servicing technicians; awareness-raising activities; submission of CP and Article 7 data; coordination of the implementation of HPMP activities; and, active participation in regional network and Montreal Protocol meetings; and coordinate the completion of the ODS alternative survey.

Viet Nam: Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile		
Implementing agency:		UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):		
Phase I:	Jul. 1995	137,280
Phase II:	Jul. 1999	91,520
Phase III:	Mar. 2001	91,520
Phase IV:	Jul. 2003	118,976
Phase V:	Jul. 2005	118,976
Phase VI:	Jul. 2007	118,976
Phase VII:	Apr. 2009	118,976
Phase VIII:	Apr. 2011	118,976
Phase IX:	Dec-12	118,976
Phase X:	Nov-14	118,976
	Total:	1,153,152

Summary of the project and country profile	
Amount requested for renewal (phase XI) (US \$):	152,289
Amount recommended for approval for phase XI (US \$):	152,289
Agency support costs (US \$):	0
Total cost of institutional strengthening phase XI to the Multilateral Fund (US \$):	152,289
Date of approval of country programme:	1996
Date of approval of HCFC phase-out management plan:	2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)	0.2
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)	221.2
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)	136.5
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:	
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)	0.00
(b) Annex C, Group I (HCFCs)	192.70
(c) Annex E (methyl bromide)	0.00
Total:	192.70
Year of reported country programme implementation data:	2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):	17,998,580
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):	10,422,612
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):	870.8
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):	767.3

70. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	13,160,914
(b) Institutional strengthening:	1,153,152
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	3,684,514
Total:	17,998,580

Progress report

71. During phase X of the IS project the NOU reported the 2015 CP data and Article 7 data, enforced the HCFC import and export quota and licensing system, organized awareness raising activities with industry, as well as ozone day celebration, and participated in the regional network and Montreal Protocol meetings. The NOU coordinated the implementation of the stage I of the HPMP and development of the stage II.

Plan of action

72. In phase XI of the IS project the NOU will: further strengthen the HCFC quota system enforcement, especially the control of HCFC-141b contained in imported pre-blended polyol; coordinate the implementation of stage II of the HPMP; continue awareness raising activities, especially during the International Ozone Day celebration, strive to improve the technical knowledge of the RAC sector industries and the servicing sector on zero ODP and low-GWP alternative to HCFCs; submission of the data reports to the Fund and Ozone Secretariats.

Zambia (the): Renewal of institutional strengthening

Summary of the project and country profile	
Implementing agency:	UNEP
Amounts previously approved for institutional strengthening (US \$):	
Phase I: May-93	75,600

Summary of the project and country profile			
	Phase II:	Mar-00	50,400
	Phase III:	Dec-04	65,520
	Phase IV:	Apr-09	65,520
	Phase V:	Dec-13	65,520
		Total:	322,560
Amount requested for renewal (phase VI) (US \$):			85,000
Amount recommended for approval for phase VI (US \$):			85,000
Agency support costs (US \$):			0
Total cost of institutional strengthening phase VI to the Multilateral Fund (US \$):			85,000
Date of approval of country programme:			1992
Date of approval of HCFC phase-out management plan:			2011
Baseline consumption of controlled substances (ODP tonnes):			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform) (average 1998-2000)			0.1
(b) Annex C, Group I (HCFCs) (average 2009-2010)			5.0
(c) Annex E (methyl bromide) (average 1995-1998)			29.4
Latest reported ODS consumption (2015) (ODP tonnes) as per Article 7:			
(a) Annex B, Group III (methyl chloroform)			0.0
(b) Annex C, Group I (HCFCs)			3.03
(c) Annex E (methyl bromide)			0.0
			Total:
			3.03
Year of reported country programme implementation data:			2015
Amount approved for projects (as at May 2016) (US \$):			1,756,528
Amount disbursed (as at December 2014) (US \$):			1,456,647
ODS to be phased out (as at May 2016) (ODP tonnes):			42.7
ODS phased out (as at December 2014) (ODP tonnes):			60.1

73. Summary of activities and funds approved by the Executive Committee:

Summary of activities	Funds approved (US \$)
(a) Investment projects:	468,548
(b) Institutional strengthening:	322,560
(c) Project preparation, technical assistance, training and other non-investment projects:	965,420
	Total:
	1,756,528

Progress report

74. The NOU revised and implemented ODS regulations and the licensing and quota system; and implemented a public awareness campaign advising the general public about the eventual ban on imports of HCFC-based equipment, coordinated the HPMP including submission of the third tranche; coordinated meetings with industry association; meetings of the steering committee whose membership includes the Ministries of Agriculture, Environment, Trade and Industry, Education, and Science and Technology, the University of Zambia, and the RAC association; trained Customs officers and border control police, refrigeration technicians; coordinated data collection for the survey of ODS alternatives; submitted CP and Article 7 data; and participated in the regional network and Montreal Protocol meetings.

Plan of action

75. In phase VI of the IS project the NOU, will continue to coordinate the implementation and monitor the HPMP; training for technicians in the refrigeration sector; training of newly customs officers to support the implementation and enforcement of ODS; awareness raising programme through mass media, non-governmental organizations, workshops, and information materials for stakeholders; ODS data reporting; participation in regional network and Montreal Protocol meetings.

Annexe II

OPINIONS EXPRIMÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT DES PROJETS DE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS SOUMIS À LA 77^E RÉUNION

Bahamas

1. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions des Bahamas (phase VI) et a noté avec satisfaction que les données communiquées par ce pays en 2015 au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que les Bahamas avaient pris des mesures pour éliminer leur consommation de HCFC, notamment : l'amélioration et l'application effective de leur système d'autorisations ; l'implication de l'association des entreprises de réfrigération et des partenaires du secteur dans la stratégie d'élimination des HCFC ; et le renforcement des capacités et la certification des techniciens de la réfrigération concernant les bonnes pratiques et le bon usage des réfrigérants de substitution, ainsi que le développement des capacités des agents des douanes. Le Comité exécutif a pris acte des efforts déployés par les Bahamas et a bon espoir qu'elles poursuivront avec succès, au cours des deux années à venir, la mise en œuvre de leur plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) et de leur projet de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de leur consommation de HCFC, requise d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Îles Cook

2. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions des Îles Cook (phase VI) et a noté avec satisfaction que les données que le pays a communiquées au Secrétariat de l'ozone en 2015 au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que les Îles Cook ont pris des mesures pour éliminer leur consommation de HCFC, notamment : l'application de contrôles à l'importation, grâce à un système d'autorisations et de quotas ; la consolidation de l'association nationale des entreprises de réfrigération ; et le renforcement des capacités grâce à la formation des responsables de l'application des lois, des agents des douanes et des techniciens chargés de l'entretien des équipements de réfrigération et de climatisation. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par les Îles Cook pour réduire leur consommation de HCFC et a bon espoir qu'elles poursuivront avec succès, au cours des deux années à venir, la mise en œuvre de leur PGEH et de leur projet de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de leur consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Côte d'Ivoire

3. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de la Côte d'Ivoire (phase VIII) et a noté avec satisfaction que les données que le pays a communiquées au Secrétariat de l'ozone au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que la Côte d'Ivoire a pris des mesures pour éliminer sa consommation de HCFC. Le pays a déclaré qu'il a pris d'importantes initiatives, notamment l'application de contrôles à l'importation, grâce à un système d'autorisations et de quotas, et la formation des agents des douanes et des techniciens de la réfrigération. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par la Côte d'Ivoire pour réduire sa consommation de HCFC et a bon espoir qu'elle poursuivra avec succès, au cours des deux années à venir, la mise en œuvre de la phase I de son PGEH et de son projet de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

République démocratique du Congo

4. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de la République démocratique du Congo (phase VIII) et a noté avec satisfaction que les données que le pays a communiquées en 2015 au Secrétariat de l'ozone au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que la République démocratique du Congo a pris des mesures pour éliminer sa consommation de HCFC, notamment l'application de contrôles à l'importation, grâce à un système d'autorisations et de quotas, et la formation des agents des douanes et des techniciens de la réfrigération. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par la République démocratique du Congo pour réduire sa consommation de HCFC et a bon espoir qu'elle poursuivra avec succès, au cours des deux années à venir, la mise en œuvre de son PGEH et de ses activités de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

République dominicaine

5. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de la République dominicaine (phase IX) et a noté avec satisfaction que le pays a respecté en 2015 ses obligations déclaratives à l'égard des secrétariats du Fonds et de l'ozone stipulées dans son programme de pays et à l'article 7. Le Comité exécutif a noté avec satisfaction que la République dominicaine a réduit de 10 % sa consommation de HCFC. Il a également noté que la phase I de son PGEH était presque achevée et a donc tout lieu de croire que le pays poursuivra ses activités de mise en œuvre de son projet et d'application effective de sa politique pour favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Érythrée

6. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de l'Érythrée (phase III) et a noté avec satisfaction que les données communiquées par ce pays en 2015 au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif est heureux que l'Érythrée ait pris des mesures pour éliminer sa consommation de HCFC, notamment l'application de contrôles à l'importation grâce à un système d'autorisations et de quotas. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par l'Érythrée pour réduire sa consommation de HCFC et a bon espoir qu'elle poursuivra avec succès, au cours des deux années à venir, la mise en œuvre de son PGEH et de son projet de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Éthiopie

7. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de l'Éthiopie (phase VII) et a noté avec satisfaction que le pays a respecté ses obligations déclaratives au titre de l'article 7 et ses engagements concernant l'élimination des HCFC et qu'il est doté d'un système de quotas et d'autorisations des importations et des exportations de HCFC. Le Comité exécutif est heureux que l'Éthiopie ait organisé une formation pour les techniciens de la réfrigération et les agents des douanes, ainsi que des activités de sensibilisation du public. Il a donc tout lieu de croire que le pays poursuivra la mise en œuvre efficace de la phase I de son PGEH et de son projet de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Fidji

8. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions des Fidji (phase X) et a noté avec satisfaction que le pays a communiqué en 2015 des données sur la mise en œuvre de son programme de pays au Secrétariat du Fonds et les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'ozone. Le Comité exécutif a noté avec satisfaction que les Fidji sont dotées d'un système bien structuré d'autorisations et de quotas et que la phase I de leur PGEH était mise en œuvre de manière efficace et dans les délais impartis, y compris la formation des agents des douanes et des techniciens de la réfrigération. Le Comité exécutif a donc tout lieu de croire que les Fidji poursuivront leurs activités, tant au niveau du projet que des politiques, pour permettre au pays de respecter les prochaines mesures de réglementation du Protocole de Montréal.

Gambie

9. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de la Gambie (phase IX) et a noté avec satisfaction que ce pays a respecté ses obligations déclaratives et ses engagements concernant l'élimination des HCFC au titre du Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que le pays est doté d'un système de quotas et d'autorisations des importations et des exportations et a mis en œuvre les activités de la phase I de son PGEH, y compris des ateliers de formation des agents des douanes et des techniciens de la réfrigération. Il a donc tout lieu de croire que la Gambie poursuivra la mise en œuvre efficace et dans les délais impartis de son PGEH et de son projet de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Guinée-Bissau

10. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de la Guinée-Bissau (phase V) et a noté avec satisfaction que les données que le pays a communiquées au Secrétariat de l'ozone en 2015 au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que la Guinée-Bissau a pris des mesures pour éliminer sa consommation de HCFC, notamment l'application de contrôles à l'importation, grâce à un système d'autorisations et de quotas, et la formation des agents des douanes et des techniciens de la réfrigération. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par la Guinée-Bissau pour réduire sa consommation de HCFC et a bon espoir qu'elle poursuivra avec succès, au cours des deux années à venir, la mise en œuvre de son PGEH et de son projet de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Kirghizistan

11. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions du Kirghizistan (phase VIII) et a noté avec satisfaction que les données que le pays a communiquées en 2015 au Secrétariat de l'ozone au titre de l'article 7 indiquent que le pays a réduit sa consommation de HCFC de 10 % par rapport à son niveau de base. Le Comité exécutif a donc tout lieu de croire que le Kirghizistan procèdera à l'élimination accélérée des HCFC prévue à la phase II du PGEH au cours des deux années à venir.

Lesotho

12. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions du Lesotho (phase VIII) et a noté avec satisfaction que les données que le pays a communiquées en 2015 au Secrétariat de l'ozone au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que le Lesotho a pris des initiatives, notamment la mise en œuvre d'un système d'autorisations et de quotas pour contrôler les importations de

SAO, et la formation des agents des douanes et des techniciens de la réfrigération. Le Comité exécutif escompte que le Lesotho poursuivra avec succès la mise en œuvre de son PGEH et de ses activités de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Madagascar

13. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de Madagascar (phase VII) et a noté avec satisfaction que les données que le pays a communiquées en 2015 au Secrétariat de l'ozone au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que Madagascar a pris des mesures pour éliminer sa consommation de HCFC, notamment l'application de contrôles à l'importation, grâce à un système d'autorisations et de quotas, et la formation des agents des douanes et des techniciens de la réfrigération. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par Madagascar et a bon espoir qu'il poursuivra avec succès, au cours des deux années à venir, la mise en œuvre de son PGEH et de ses activités de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Maldives

14. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions des Maldives (phase IX) et a noté avec satisfaction que les données communiquées par ce pays en 2015 au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que les Maldives sont dotées d'un système opérationnel d'autorisations et de quotas et d'incitations financières promouvant des solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRP), et que le renforcement des capacités des techniciens du secteur de l'entretien et des responsables de l'application des lois progresse bien. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par les Maldives pour cibler différents secteurs, tels que le tourisme et les pêches, et a organisé des campagnes ciblées de sensibilisation pour promouvoir les solutions de remplacement à faible PRP ; il a donc tout lieu de croire que les Maldives feront le nécessaire, au cours des deux années à venir, pour éliminer totalement les HCFC d'ici à 2020, comme indiqué dans leur PGEH.

Maurice

15. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de Maurice (phase V) et a noté avec satisfaction que les données que le pays a communiquées au Secrétariat de l'ozone au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que Maurice a appliqué des contrôles à l'importation, grâce à un système d'autorisations et de quotas, et a organisé la formation des agents des douanes et des techniciens de la réfrigération. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par Maurice et a bon espoir qu'elle poursuivra, au cours des deux années à venir, la mise en œuvre de son PGEH et de ses activités de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Micronésie (États fédérés de)

16. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions des États fédérés de Micronésie (phase VI) et a noté avec satisfaction que les données communiquées par ce pays en 2015 au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que les États fédérés de Micronésie ont pris des mesures pour éliminer leur consommation de HCFC, notamment : l'application de contrôles à l'importation, grâce à un système d'autorisations et de quotas ; la consolidation de l'association nationale des entreprises de

réfrigération dans chaque état ; le renforcement des capacités dans les secteurs clés et la formation des techniciens chargés de l'entretien des équipements de réfrigération. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par les États fédérés de Micronésie et a bon espoir qu'ils poursuivront avec succès, au cours des deux années à venir, la mise en œuvre de leur PGEH et de leurs activités de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de leur consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Népal

17. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions du Népal (phase IX) et a noté avec satisfaction que le pays a communiqué en 2015 des données sur la mise en œuvre de son programme de pays au Secrétariat du Fonds et les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'ozone. Le Comité exécutif a noté que le Népal a mis en œuvre des activités telles que l'application effective du système d'autorisations et la formation aux bonnes pratiques malgré la catastrophe naturelle qui a frappé le pays en 2015. Le Comité exécutif a donc tout lieu de croire que le Népal poursuivra la mise en œuvre efficace et dans les délais impartis de son PGEH et de son projet de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Paraguay

18. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions du Paraguay (phase VIII) et a noté avec satisfaction que le pays a communiqué en 2015 des données sur la mise en œuvre de son programme de pays au Secrétariat du Fonds multilatéral, avant l'échéance du 1^{er} mai, et les données visées à l'article 7 au Secrétariat de l'ozone. Le Comité exécutif a noté avec satisfaction que le Paraguay a réduit de 10 % sa consommation de HCFC et que la deuxième tranche de la phase I du PGEH progresse bien. Il a donc tout lieu de croire que le pays poursuivra ses activités de mise en œuvre de son projet et d'application effective de sa politique pour favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

République de Moldova

19. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de la République de Moldova (phase IX) et a noté que les données communiquées par ce pays en 2015 au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal et qu'il a réduit sa consommation de HCFC de 18 % par rapport au niveau de référence. Le Comité exécutif a noté avec satisfaction la mise en œuvre coordonnée de la phase I du PGEH et de l'enquête sur les solutions de remplacement des SAO ; il a aussi noté que l'Unité de l'ozone avait impliqué tous les partenaires dans les activités d'élimination. Le Comité exécutif a tout lieu de croire que le pays poursuivra, au cours des deux prochaines années, ses activités de mise en œuvre de son projet et d'application effective de sa politique pour lui permettre d'assurer la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Somalie

20. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de la Somalie (phase III) et a noté avec satisfaction que ce pays a respecté ses obligations déclaratives et ses engagements concernant l'élimination des HCFC au titre du Protocole de Montréal et s'est doté d'un système d'autorisations des SAO et de quotas des HCFC. Le Comité exécutif a en outre noté que la Somalie a exécuté des activités relevant de son PGEH, dont des ateliers de formation des agents des douanes et des techniciens de la réfrigération, et la distribution d'outils à ces derniers. Il est heureux que le poste de responsable de l'Unité de l'ozone ait été pourvu en mai 2016 et a donc tout lieu de croire que la Somalie poursuivra la mise en œuvre efficace et dans les délais impartis de

son PGEH et de son projet de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Suriname

21. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions du Suriname (phase VI) et a noté avec satisfaction que ce pays a respecté ses obligations déclaratives et ses engagements concernant l'élimination des HCFC au titre du Protocole de Montréal et s'est doté d'un système d'autorisations et de quotas des HCFC. Il a noté avec satisfaction que le Suriname a exécuté des activités au titre de son PGEH, notamment des contrôles à l'importation, grâce à un système d'autorisations, et des ateliers de formation destinés aux agents des douanes et aux techniciens de la réfrigération. Le Comité exécutif a noté que la prochaine phase de renforcement des institutions du Suriname prévoit de se concentrer sur les mesures législatives visant le contrôle des équipements utilisant des HCFC, d'étendre le système d'autorisations pour inclure les solutions de remplacement des SAO, et d'organiser une formation spécialisée sur l'utilisation sécuritaire des réfrigérants de substitution. Il a donc tout lieu de croire que le Suriname poursuivra la mise en œuvre efficace et dans les délais impartis de son PGEH et de son projet de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Togo

22. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions du Togo (phase IX) et a noté avec satisfaction que les données communiquées en 2015 au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que le Togo a pris des mesures pour éliminer sa consommation de HCFC, notamment l'application de contrôles à l'importation des SAO, grâce à un système d'autorisations et de quotas, et la formation des agents des douanes et des techniciens de la réfrigération. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par le Togo et a bon espoir qu'il poursuivra avec succès, au cours des deux années à venir, la mise en œuvre de son PGEH et de ses activités de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Vanuatu

23. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de Vanuatu (phase VI) et a noté avec satisfaction que les données que le pays a communiquées en 2015 au Secrétariat de l'ozone au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que Vanuatu a pris des mesures pour éliminer sa consommation de HCFC, notamment : l'application de contrôles à l'importation, grâce à un système d'autorisations et de quotas ; la consolidation de l'association nationale des entreprises de réfrigération ; la formation et le renforcement des capacités des responsables de l'application des lois et des techniciens chargés de l'entretien des équipements de réfrigération et de climatisation. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par Vanuatu et a bon espoir qu'il poursuivra avec succès la mise en œuvre de son PGEH et de ses activités de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Viet Nam

24. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions du Viet Nam (phase XI) et a noté avec satisfaction que les données que le pays a communiquées en 2015 au Secrétariat du Fonds au sujet de la mise en œuvre de son programme de pays et que les données visées à l'article 7 soumises au Secrétariat de l'ozone indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a noté avec satisfaction que le Viet Nam applique un système bien structuré d'autorisations et de quotas des HCFC, qui couvre les polyols prémélangés importés à base

de HCFC, et que la phase II de son PGEH est en cours de mise en œuvre. Le Comité exécutif a donc tout lieu de croire que le pays poursuivra ses activités de mise en œuvre de son projet et d'application de sa politique pour favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.

Zambie

25. Le Comité exécutif a examiné le rapport accompagnant la demande relative au projet de renforcement des institutions de la Zambie (phase VI) et a noté avec satisfaction que les données communiquées par ce pays en 2015 au titre de l'article 7 indiquent qu'il respecte le Protocole de Montréal. Le Comité exécutif a en outre noté que la Zambie a pris des mesures, notamment l'application d'un système d'autorisations et la formation des agents des douanes et des techniciens de la réfrigération. Le Comité exécutif a salué les efforts déployés par la Zambie et escompte qu'elle poursuivra avec succès, au cours des deux années à venir, la mise en œuvre de son PGEH et de ses activités de renforcement des institutions, afin de favoriser la réduction de 35 % de sa consommation de HCFC, visée d'ici le 1^{er} janvier 2020.



**AMENDMENT TO
UNEP'S WORK PROGRAMME
2016**

**Presented to the
77th Meeting of the Executive Committee
of the Multilateral Fund for the Implementation
of the Montreal Protocol**

November 2016

UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

A. INTRODUCTION

1. UNEP's Work Programme 2016 was approved at the 76th Meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol.
2. This document, as submitted for consideration to the 77th Meeting of the Executive Committee, represents an Amendment to that Work Programme.

B. SUMMARY OF THE WORK PROGRAMME AMENDMENT FOR 2016

3. Consistent with the Business Plan 2016-2018, this Amendment comprises funding requests for
 - Support for the implementation of Institutional Strengthening projects in **25** countries.
 - Verification reports on the implementation of the HPMPs in **7** countries
4. Details of the Work Programme Amendment and the total requested funding by project groups are presented in Table 1.
5. Summary of the Work Programme Amendment is presented in Table 2.

Table 1. Funding requests for annual tranches for ISP renewals and individual projects to be considered at the 77th Meeting of the Executive Committee

Country	Project title	Amount, US\$	PSC, US\$	Total requested amount, US\$
INSTITUTIONAL STRENGTHENING PROJECT RENEWALS (ISRs)				
Bahamas	Renewal of institutional strengthening project (Phase VI)	85,000	0	85,000
Cook Islands	Renewal of institutional strengthening project (Phase VI)	85,000	0	85,000
Cote d'Ivoire	Renewal of institutional strengthening project (Phase VIII)	136,115	0	136,115
Congo, DR	Renewal of institutional strengthening project (Phase VIII)	85,000	0	85,000
Dominican Republic	Renewal of institutional strengthening project (Phase IX)	171,946	0	171,946
Eritrea	Renewal of institutional strengthening project (Phase III)	85,000	0	85,000
Ethiopia	Renewal of institutional strengthening project (Phase VII)	85,000	0	85,000
Fiji	Renewal of institutional strengthening project (Phase X)	85,000	0	85,000
Gambia	Renewal of institutional strengthening project (Phase IX)	85,000	0	85,000
Guinea-Bissau	Renewal of institutional strengthening project (Phase V)	85,000	0	85,000
Kyrgyzstan	Renewal of institutional strengthening project (Phase VIII)	148,262	0	148,262
Lesotho	Renewal of institutional strengthening project (Phase VIII)	85,000	0	85,000
Madagascar	Renewal of institutional strengthening project (Phase VII)	85,000	0	85,000
Maldives	Renewal of institutional strengthening project (Phase IX)	85,000	0	85,000
Mauritius	Renewal of institutional strengthening project (Phase V)	85,000	0	85,000
Micronesia (Federated States of)	Renewal of institutional strengthening project (Phase VI)	85,000	0	85,000
Nepal	Renewal of institutional strengthening project (Phase IX)	85,000	0	85,000
Paraguay	Renewal of institutional strengthening project (Phase VIII)	85,000	0	85,000
Republic of Moldova	Renewal of institutional strengthening project (Phase IX)	88,748	0	88,748
Somalia	Renewal of institutional strengthening project (Phase III)	85,000	0	85,000
Suriname	Renewal of institutional strengthening project (Phase VI)	93,866	0	93,866
Togo	Renewal of institutional strengthening project (Phase IX)	85,000	0	85,000
Vanuatu	Renewal of institutional strengthening project (Phase VI)	85,000	0	85,000
Vietnam	Renewal of institutional strengthening project (Phase XI)	152,289	0	152,289
Zambia	Renewal of institutional strengthening project (Phase VI)	85,000	0	85,000
<i>Sub-total for Institutional Strengthening Project Renewals</i>		<i>2,406,226</i>	<i>0</i>	<i>2,406,226</i>

VERIFICATION REPORTS*				
Benin	Verification report on the implementation of the HPMP	30,000	3,900	33,900
Cape Verde	Verification report on the implementation of the HPMP	30,000	3,900	33,900
Chad	Verification report on the implementation of the HPMP	30,000	3,900	33,900
Guyana	Verification report on the implementation of the HPMP	30,000	3,900	33,900
Mozambique	Verification report on the implementation of the HPMP	30,000	3,900	33,900
Saint Vincent and the Grenadines	Verification report on the implementation of the HPMP	30,000	3,900	33,900
Sierra Leone	Verification report on the implementation of the HPMP	30,000	3,900	33,900
<i>Sub-total for Verification Reports</i>		<i>210,000</i>	<i>27,300</i>	<i>237,300</i>

*Decision 76/17 requests UNEP to include into the WPA-77 due for submission to the 77th meeting, funding for verification reports for stage I of the HPMPs in the amount of US \$30,000, plus agency support costs for Article 5 countries listed in the decision. After guidance of MLFS, the verification report for Swaziland will be requested in 2017 as the next HPMP tranche will be submitted in the year of 2019. Furthermore, the verification reports for Grenada, Nepal, Saint Kits and Nevis as well as Zambia will be requested in 2018 as the next HPMP tranche will be submitted in the year of 2020.

Table 2. Summary of items submitted for consideration by the 77th Executive Committee meeting by group

<i>Type of projects</i>	<i>Value in US</i>	<i>Project support costs in US\$</i>	<i>Total in US\$</i>
Sub-total for Institutional Strengthening Projects	2,406,226	0	2,406,226
Sub-total for Verification Reports	210,000	27,300	237,300
Grand Total	2,616,226	27,300	2,643,526

C. PROJECT CONCEPTS for items to be submitted by UNEP

Title: *Requests for institutional strengthening renewals for (25 countries) Bahamas, Cook Islands, Cote d'Ivoire, Congo DR, Dominican Republic, Eritrea, Ethiopia, Fiji, Gambia, Guinea-Bissau, Kyrgyzstan, Lesotho, Madagascar, Maldives, Mauritius, Micronesia (Federated States of), Nepal, Paraguay, Republic of Moldova, Somalia, Suriname, Togo, Vanuatu, Vietnam and Zambia.*

Background: Renewals of institutional strengthening projects (ISP) for the above-listed twenty six are being requested in line with relevant decisions and guidelines of the Executive Committee.

These projects have been included in the UNEP 2016-2018 Business Plan.

Objectives: To assist the Governments of these Article 5 countries in building and strengthening their capacity for the implementation of the Montreal Protocol and its Amendments.

Activities and description: Individual documents for these projects – the terminal reports and the action plans - have been submitted to the Multilateral Fund Secretariat separately.

Time Frame: 24 months

<i>Per country cost:</i>	Country	US\$
	Bahamas	85,000
	Cook Islands	85,000
	Cote d'Ivoire	136,115
	Congo, DR	85,000
	Dominican Republic	171,946
	Eritrea	85,000

UNEP Work Programme Amendment 2016

Ethiopia	85,000
Fiji	85,000
Gambia	85,000
Guinea-Bissau	85,000
Kyrgyzstan	148,262
Lesotho	85,000
Madagascar	85,000
Maldives	85,000
Mauritius	85,000
Micronesia (Federated States of)	85,000
Nepal	85,000
Paraguay	85,000
Republic of Moldova	88,748
Somalia	85,000
Suriname	93,866
Togo	85,000
Vanuatu	85,000
Vietnam	152,289
Zambia	85,000
Total:	2,406,226 US\$

*Note: No project support costs are requested for institutional strengthening projects.